

Résultat : quand les C.R.S. viennent occuper l'usine Renault, à peine 500 sur 34.000 ouvriers sont présents, et à moins de vouloir le massacre, ils sont obligés de sortir. Cela n'est pas fait du tout pour encourager les entreprises non encore en grève et influencer favorablement les référendums en cours.

On comprend mal aussi que des dirigeants qui ont une si grande expérience des mouvements de masse n'aient à aucun moment songé à organiser une manifestation ou un rassemblement massif des grévistes. Le Vel d'Hiv, qui est si souvent utilisé pour d'autres motifs, aurait cette fois pu se remplir à craquer d'ouvriers en lutte. Ne croyez-vous pas qu'une telle démonstration aurait eu un effet profond, en premier lieu sur ceux qui auraient pu ainsi se sentir les coudes et prendre conscience de leur force, mais aussi sur tout le monde ouvrier du pays pour lequel il aurait été un symbole vivant des possibilités offertes par l'unité d'action ?

Encore une question. Ce qui était possible dans une corporation - le front unique syndical dans la métallurgie - ne l'était-il pas ailleurs ? Les dirigeants C.G.T., autonomes, C.F.T.C. et F.O. sont-ils d'une autre espèce dans le bâtiment ou les produits chimiques ? Et les dirigeants nationaux de ces organisations qui donnaient aux leaders de la métallurgie l'ordre de se mettre d'accord, ne pouvaient-ils eux aussi s'entendre dans les mêmes délais et organiser, non des consultations d'usine ou de corporation mais une consultation nationale dont les résultats auraient été appliqués partout en même temps ?

Une réponse pourrait suffire à toutes ces questions qui risquent de rester longtemps en suspens : aucun d'eux ne voulait la grève générale. Ils n'ont rien fait pour qu'elle se réalise

leurs agissements ont détruit, cette fois encore les espoirs et les possibilités des ouvriers qui s'étaient engagés dans le combat en pensant que la victoire était au bout pour tous les travailleurs réunis.

Pourtant il y a tout de même des possibilités. Nous en avons plusieurs indications. Avez-vous déjà vu les partis et les journaux réactionnaires prendre position pour les "légitimes revendications" des travailleurs ? Avez-vous souvent entendu les évêques et les curés prêcher le soutien aux grévistes ?

S'il en est ainsi, c'est parce que la bourgeoisie a peur des conséquences d'une grève qui réaliserait le front commun des travailleurs à un moment où apparaît la possibilité de son Etat quasi bien dans les scandales successifs que par la fragilité du gouvernement.

C'est ce que laissent bien transparaître les articles successifs du "Monde", le journal de la grande bourgeoisie. Le 23/2/50, il écrit :

"Les entreprises pourront-elles se tenir aux limites fixées par le C.N.P.F. ? Les grèves de la métallurgie parisienne présentent à cet égard une grande importance. Si la métallurgie parisienne vient à céder, le secteur public sera emporté."

Il sent bien le danger que représenterait la généralisation de la grève à toutes les corporations.

"On n'attend pas sans appréhension le résultat des consultations en cours dans les transports" (il s'agit de l'appréhension des patrons)...

("Le Monde" du 27/2/50)